

Palestiniens, les damnés de la Terre Sainte

« L'histoire devrait passer aux aveux » (Michelet)

Le premier indice significatif que nous avons relevé et qui annonce la tragédie que vivent les Palestiniens encore aujourd'hui, se trouve dans un livre récent écrit par le journaliste israélien Ari Shavit qui constate: «En Palestine, en 1897, il y a plus d'un demi-million d'Arabes, de Bédouins et de Druzes. Ce territoire compte vingt villes et bourgades et une centaine de villages. Alors comment se peut-il que Bentwich [arrière-grand-père de l'auteur], toujours pointilleux, ne les remarque pas? Comment ce juif anglais aux yeux d'aigle ne voit-il pas, du haut de la tour de Ramla, que cette terre est occupée? Qu'un autre peuple occupe la terre de ses ancêtres?»

Cette attitude sera celle du mouvement sioniste avant et après la création d'Israël, les Palestiniens n'existent pas ou du moins ils sont étrangers en Palestine. Bien que certains sionistes relèvent que la Palestine était bien habitée et travaillée, la propagande du sionisme politique va créer le mythe d'une « terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Cela permettra, sans scrupule, d'y constituer un refuge pour les Juifs confrontés à l'antisémitisme et ceux rescapés des camps de la mort nazis. Pourtant, Ahad Haam, sioniste de la première heure, avait mis en garde sa communauté dès 1891 en rapportant, après un voyage en Palestine sous occupation ottomane: «Nous avons l'habitude de croire que la Palestine est une terre presque entièrement désolée, un désert non cultivé... En réalité, elle ne l'est pas: sur cette terre, il est difficile de trouver un champ de terre arable non semée...». Ainsi commencera, par le déni de leur existence, la damnation des Palestiniens au début du vingtième siècle.

Regardant d'un air plutôt goguenard l'installation de nouvelles communautés juives sur des terres côtoyant les leurs, les fellahs (paysans autochtones) ne prêteront pas assez attention au danger qui commençait à les menacer. Il est vrai que les nouveaux arrivants, jusqu'à la promulgation de la Déclaration Balfour le 2 novembre 1917, ne faisaient jamais allusion au véritable but de leur venue: coloniser la terre de Palestine! Forts de leur mandat sur la Palestine qu'ils ont arraché à la Société des Nations, les Britanniques vont accélérer et favoriser l'installation de nouveaux immigrants juifs en provenance majoritairement d'Europe de l'Est. Il est vrai qu'ils ont une dette envers les sionistes qui ont incité les USA à entrer en guerre contre l'Allemagne en 1917 et ainsi à faire triompher le camp des alliés. Tout le long des années vingt, la population autochtone palestinienne va manifester son mécontentement de voir ses terres occupées sans jamais être consultée sur le sujet. D'autre part, représentant 80% de la population totale de Palestine, son droit à l'autodétermination n'est pas respecté et n'est même pas évoqué par les autorités coloniales. Ce mépris du droit fondamental des gens, toujours en vigueur aujourd'hui, provoquera les émeutes de 1929 à partir desquelles un profond fossé va séparer les deux populations; il ne cessera plus jamais de s'élargir!

De 1933 à 1939, en application de l'accord « Haavara » signé entre les nazis et les sionistes, plus de cinquante mille Juifs allemands s'installent en Palestine où, grâce à leurs capitaux et à leur savoir-faire, ils vont mettre en place les infrastructures de base de leur futur état. Pour tenter de contrer cet

envahissement abusif de leurs terres, les Palestiniens vont se révolter et lancer des actions de guérilla contre l'occupant britannique de 1936 à 1939. L'armée d'occupation, aidée de la milice juive armée Hagana, va écraser ce mouvement de résistance aux moyens très limités. La société palestinienne payera très cher cette tentative de se libérer du joug colonial britannique: destructions massives de villages, déportations et exécutions de nombreux notables et des élites politiques la déstructurent profondément et annoncent déjà le futur tragique qui l'attend et qui va l'accabler sans répit.

Se rendant compte de la situation explosive qu'ils ont créée, les Britanniques proposent en 1939 un plan de partage de la Palestine entre sionistes et Palestiniens à qui il est demandé d'accepter une amputation majeure de leur territoire. Les deux parties n'entérineront pas ce plan et les affrontements sanglants entre les deux communautés continueront. Ne maîtrisant plus la situation sur le terrain marquée par des attentats sanglants qui endeuillent les deux communautés ainsi que le mandataire durant toute la deuxième guerre mondiale, les Britanniques annoncent en 1947 qu'ils renoncent à leur mandat et le remettent à l'ONU nouvellement créée. Le 29 novembre 1947, un plan de partage de la Palestine imposé par les USA est adopté. Les sionistes, lourdement armés par les Soviétiques au travers de la Tchécoslovaquie devenue l'un de leurs satellites, vont entamer, à partir de cette date et jusqu'à la fin de 1948, le nettoyage ethnique du territoire en expulsant plus de huit cent mille Palestiniens très mal secourus par les armées arabes voisines sous équipées et peu motivées. Au cours de ces affrontements, les sionistes occuperont largement plus de terres que ce qui était prévu par le plan de l'ONU et qui ne seront jamais restituées à leurs propriétaires palestiniens. La politique du fait accompli devient une constante de la politique de l'Etat sioniste autoproclamé le 15 mai 1948. Les Palestiniens, malgré les résolutions onusiennes qui ordonnaient leur retour dans leurs foyers, resteront parqués dans des camps de réfugiés où ils demeurent depuis 73 ans. Descendus aux enfers, ils s'y trouvent encore et constituent un total de près de six millions de réfugiés survivant grâce aux subsides de l'UNRWA. Malheureusement l'enfer n'est pas réservé aux seuls réfugiés: les Palestiniens vivant à Gaza et en Cisjordanie ne sont pas mieux traités! Les sionistes ont fait en sorte qu'ils mènent une vie indigne et humiliante en les privant de liberté de déplacement, en les empêchant de se développer économiquement, en les harassant chaque jour par des contrôles militaro-administratifs, par des expulsions et des confiscations illégales de leurs biens immobiliers et fonciers...

Les colonies illégales, dans les territoires occupés continuent de proliférer sous la protection de l'armée sioniste et la complicité internationale qui ne prend aucune mesure concrète pour que cela cesse. Depuis 1967, l'état sioniste annexe ou occupe des territoires illégalement conquis (le plateau du Golan, Jérusalem Est, la Cisjordanie) sans que la communauté internationale ne s'y oppose fermement par des mesures coercitives économiques ou politiques. Les Palestiniens, exaspérés, vont réagir violemment pour attirer l'attention du monde sur leur situation désespérée (attentats, intifadas, harcèlement des troupes d'occupation...). Pendant cinquante ans ils opteront pour ce mode de résistance qui, finalement, va faire prendre conscience à la société civile internationale de la réalité de l'horrible oppression qu'ils subissent. Se rendant compte que la résistance par la violence, face à cet occupant devenu la force armée la plus puissante du monde par tête d'habitant et surtout soutenu sans retenue par toutes les puissances occidentales, menait à une impasse politique, les Palestiniens vont ériger et organiser leur combat pacifique pour la survie en se fondant sur le BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions), mouvement de boycott économique et culturel non violent de l'état sioniste créé par 170 ONG palestiniennes en 2005. Dans le monde entier des sections de

soutien au BDS se sont mises en place pour dénoncer la politique raciste et suprématiste de cet état dont on découvre la politique si bien dissimulée par sa propagande et la presse grand public.

La situation catastrophique de la société palestinienne est décrite par des centaines de livres, d'articles et de rapports publiés par des institutions publiques et privées démontrant que le régime sioniste viole continuellement la loi internationale en toute impunité. Cela entraîne une détérioration irrémédiable de la vie des réfugiés et des habitants des TPO (Territoires Palestiniens Occupés). Les sionistes ne respectent même pas les accords signés (dits d'Oslo) entre eux et l'autorité palestinienne qui devaient aboutir à la création d'un état palestinien et mettre fin à la confrontation mortifère des deux communautés. Tombant de Charybde en Scylla, ces gouffres monstrueux évoqués par les Grecs de l'antiquité, les Palestiniens traversent des périodes terribles qui auraient dû aboutir, selon les plans sionistes, à leur destruction, à leur disparition ou du moins à leur soumission totale au joug colonial qu'ils endurent depuis plus de cent ans. Pourtant confrontés aux pires épreuves, c'est le contraire qui se produit: ils sortent renforcés et convaincus qu'ils mènent un combat fondamentalement juste pour la justice et la liberté. Les manifestations, contre les expulsions à Jérusalem-Est, de tous les Palestiniens (d'Israël, de Gaza, de Cisjordanie) en sont une preuve vivante.

L'année 2021 apparaît comme une année charnière où s'expriment enfin des voix puissantes dénonçant et condamnant la misère dans laquelle est plongée et maintenue le peuple palestinien par les sionistes soutenus par les puissances dominantes, en particulier les USA et l'Europe. Pour la première fois, un journal important (le New York Times), qui influence les opinions en Amérique a osé publier les photos et les noms de 67 enfants innocents tués lors des bombardements de Gaza par l'aviation sioniste au printemps dernier. Ce témoignage, à lui seul, explicite toute l'horreur des exactions sionistes en Palestine. Ces pratiques inhumaines sont corroborées par la publication de deux rapports précis et détaillés émis par deux ONG mondialement reconnues qui défendent les droits de l'homme : B'Tselem l'israélienne et HWR (Human Rights Watch) l'américaine, qui dénoncent l'apartheid et le racisme pratiqués par le régime sioniste en Palestine. Cette pratique politique est considérée comme un crime contre l'humanité par la loi internationale et doit être combattue afin de l'éliminer par tous les pays ayant adhéré à l'ONU.

Il est urgent que l'état d'apartheid soit aboli en Palestine. Cela n'arrivera que grâce à la pression de la société civile sur les gouvernements dont l'impéritie est flagrante; il y va de la crédibilité du droit international en vigueur car « une seule injustice tolérée suffit à remettre en cause l'idée même de la justice » (D. de Villepin).

H.Mokrani, 17.01.22